

Ford Blanquefort. Les syndicats « inquiets » après leur rencontre avec le potentiel repreneur Punch

Le plan de reprise de l'usine ne prévoit de conserver que 400 emplois sur les 850 actuels (illustration)
| CHARLES PLATIAU / REUTERS

Ouest-France avec AFP

Modifié le 01/02/2019 à 16h38

Publié le 01/02/2019 à 16h37

Les syndicats de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde se disent inquiets après la réunion avec Punch, seul candidat déclaré à la reprise du site aux 850 employés. Punch aurait des difficultés à présenter des garanties de clients.

« **On est arrivé inquiets, on repart inquiets** », a déclaré Jean-Marc Chavant, élu FO au comité d'entreprise (CE) de l'usine Ford de Blanquefort ([Gironde](#)), à l'issue d'une réunion entre l'intersyndicale CGT-FO-CGC et la direction de Punch qui avait lieu ce vendredi 1er février à Strasbourg.

« **On n'a pas de doute sur le fait (que Punch) travaille pour trouver une solution, mais ils sont pessimistes, vu les délais** », a renchéri Gilles Lambersend, secrétaire CGT du CE. La direction de la société franco-belge, basée à Strasbourg, n'a pas souhaité communiquer.

[Le plan de reprise de Punch prévoit de conserver 400 emplois sur les 850 du site](#)

Le constructeur américain Ford a annoncé début 2018 son intention de se désengager de l'usine de boîtes de vitesse, implantée en 1972 et qui emploie quelque 850 personnes près de Bordeaux. [Son plan de sauvegarde de l'emploi \(PSE\) a été rejeté lundi](#) par la Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi.

Une décision qui offre à Punch, seul repreneur déclaré, une quinzaine de jours pour renforcer son offre de reprise, appuyée par l'État et [les syndicats, qui ont accepté des conditions de travail moins favorables](#). Le plan de Punch prévoit de conserver environ 400 emplois.

[« Plus le temps passe et moins la possibilité d'une reprise du site est envisageable »](#)

[Punch doit notamment présenter des garanties](#), en particulier des lettres d'intention des clients. « **L'inquiétude n'est pas levée [...] Ils (les dirigeants de Punch, N.D.L.R.) nous parlent d'une récession sur le marché de l'automobile [...] Ils font face à un ralentissement de l'activité** » et ont donc des difficultés à trouver des clients, a résumé Jean-Marc Chavant.

« Plus le temps passe et moins la possibilité d'une reprise du site est envisageable », a-t-il encore prévenu. « Avec le soutien de l'État, nos efforts salariaux, on attendait que Punch fasse son job. Si (cette reprise) tombe à l'eau, on va demander une entrevue au plus haut niveau de l'État, y compris avec [Bruno Le Maire](#) pour trouver une solution », a expliqué M. Lambersend.